



DÉPUTÉS COMMUNISTES

Communiqué de presse

Paris, 27 mai 2020

Création d'une commission d'enquête sur le Covid-19 : la manoeuvre est grossière

Ce 26 mai les Républicains, par la voix d'Eric Ciotti, vice-président de la mission d'information sur la gestion et les conséquences dans toutes ses dimensions de l'épidémie de Coronavirus-COVID19, ont exprimé le souhait que cette mission soit désormais dotée des pouvoirs d'une commission d'enquête. Le jour même le Président Richard Ferrand, président de ladite mission, a informé les députés de cette demande afin qu'elle puisse démarrer ses travaux au plus vite. La fonction de rapporteur devrait être confiée au Président du groupe des Républicains et la présidence à la majorité.

Une affaire rondement menée permettant d'écarter purement et simplement la création de notre commission d'enquête visant à identifier les dysfonctionnements dans la gestion sanitaire de la crise du Covid-19, et cela en violation pure et simple de notre droit de tirage qui confère à chaque groupe parlementaire le droit de constituer, une fois par session, une commission d'enquête.

Par un simple jeu de calendrier, sur lequel seule la majorité à la main, l'ultime pouvoir de contrôle qui reste aux oppositions parlementaires ne sera probablement pas impartial.

Notre proposition de résolution est restée plus d'un mois sur le bureau de l'Assemblée avant de voir son apparition à l'ordre du jour de la commission des affaires sociales le 27 mai. Passage ultime et obligé d'un long parcours entamé le 8 avril dernier, pour permettre sa création. Simple hasard de calendrier?

Difficile d'y croire. Et pour cause : soit la majorité donnait le feu vert à notre commission d'enquête, soit elle s'y opposait et ne pouvait donner naissance à la

sienne. Elle ne voulait, elle ne pouvait donc pas se prononcer avant de créer sa propre commission d'enquête avec la complicité de la droite.

L'accélération de leur propre calendrier et la mise à l'arrêt du notre apparaît comme une manoeuvre grossière pour priver nos concitoyens d'une commission d'enquête qui ne soit pas dirigée par les juges et parties.

Fort de l'expérience de la commission d'enquête au rabais de l'affaire Benalla qui avait sérieusement écornée l'image de l'Assemblée nationale, nous souhaitons une commission d'enquête impartiale par souci de vérité envers les Françaises et les Français, pour mettre à jour tous les dysfonctionnements révélés par la crise et empêcher qu'ils ne se reproduisent. Est-ce parce que la majorité le craignait qu'elle a déployé tant d'ingéniosité pour nous en empêcher ?

C'est la question que nous leur poserons aujourd'hui même en provoquant un débat sur la création de la commission d'enquête menée par la République en Marche et les Républicains. Nos concitoyens qui souffrent tant de cette crise ont le droit de savoir.